
Collectifs et développement durable des territoires ruraux en Amérique latine

Une réflexion depuis le Brésil et l'Équateur

Céline Raimbert et Nasser Rebaï



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/15131>

DOI : [10.4000/echogeo.15131](https://doi.org/10.4000/echogeo.15131)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Céline Raimbert et Nasser Rebaï, « Collectifs et développement durable des territoires ruraux en Amérique latine », *EchoGéo* [En ligne], 42 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 01 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/15131> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.15131>

Ce document a été généré automatiquement le 1 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Collectifs et développement durable des territoires ruraux en Amérique latine

Une réflexion depuis le Brésil et l'Équateur

Céline Raimbert et Nasser Rebaï

Introduction

- 1 Depuis le milieu des années 1980, les campagnes d'Amérique latine ont subi de profondes mutations. Alors que le développement constant de l'agro-industrie a entraîné la prolétarisation croissante des populations paysannes (Kay, 2006), l'activité des plus petites exploitations est passée d'une production centrée sur la satisfaction des besoins alimentaires domestiques et locaux à une production spécialisée (brocolis, fleurs, mangues, soja, palme africaine, etc.) symbolique de la subordination des agriculteurs familiaux aux grandes sociétés agro-industrielles (Guibert et Sili, 2011 ; Mesclier *et al.*, 2013 ; Martínez, 2015). Cette situation a provoqué une perte importante d'agro-biodiversité dans de nombreuses régions alors que la multiplication des projets miniers n'a cessé de mettre à mal les ressources naturelles (Martínez-Alier *et al.*, 2016).
- 2 Toutefois, c'est dans ce contexte que l'on assiste également à une mobilisation importante des populations paysannes latino-américaines qui, bien qu'inscrite dans la continuité des luttes pour la récupération des terres spoliées durant la période coloniale, prend désormais un « tournant écoterritorial ». Celui-ci illustre « la manière dont les acteurs sociaux pensent et se représentent les luttes actuelles en faveur de l'environnement, centrées sur la défense de la terre et du territoire » (Svampa, 2011, p. 114). De nouveaux projets de société émergent alors, à l'instar du *Buen Vivir* en Équateur qui trouve ses racines dans la cosmovision indigène, et entendent placer la nature au centre des préoccupations, en lui accordant notamment des droits. De même, les paysans bénéficient d'une attention nouvelle. En existant au sein des politiques publiques, ils semblent pouvoir s'organiser et s'émanciper afin de peser dans les arènes

politiques nationales et internationales, et ainsi sortir des marges et se débarrasser des stigmates les confinant jusque-là à l'image d'une population arriérée et pauvre (Le Bot, 1994 ; Adams *et al.*, 2009).

- 3 Confrontés à ces mobilisations, les gouvernements en place dans les années 1990 et 2000 tiennent compte des revendications paysannes et engagent des actions diverses qui prennent forme à des échelles variables. Il s'agit, d'une part, d'octroyer des droits fonciers en délimitant des territoires tels que les Terres indigènes, en Bolivie ou en Colombie par exemple, ou des zones de colonisation, comme les *assentamentos* au Brésil. Et, d'autre part, de revaloriser l'agriculture familiale au moyen de politiques ciblées incluant une assistance technique et un appui à la commercialisation (Sabourin *et al.*, 2014). Des programmes d'électrification et d'accès à l'eau potable pour développer les territoires ruraux sont également mis en place (Bonnal, 2010). Mais surtout, une attention nouvelle est accordée aux collectifs, qu'ils soient territoriaux, lorsqu'ils permettent de reconnaître des droits fonciers collectifs, souvent associés à des identités ethniques ou culturelles particulières, ou qu'ils soient sociaux ou économiques, quand il s'agit de promouvoir les formes associatives, coopératives ou communautaires d'organisation paysanne (Bellier, 2006 ; Lacroix, 2013). C'est dans ce contexte que l'on assiste à la remise au goût du jour de formes communautaires anciennes (l'*ejido* mexicain, la *maloca* amérindienne, l'*ayllu* andin) et parfois empreintes d'un certain romantisme (Jacopin, 1992 ; Löwy, 2014). Finalement, ce regain d'intérêt pour les collectifs incite à interroger leur rôle pour le développement durable des territoires ruraux latino-américains, autrement dit, à étudier leur capacité à mettre en marche et à maintenir des projets économiques, notamment autour de l'agriculture, qui permettent de satisfaire les besoins des populations rurales et de valoriser leurs pratiques socio-culturelles, sans affecter les ressources environnementales.
- 4 Pour cela, l'article propose, pour commencer, de discuter la notion de collectif. Puis, des éclairages méthodologiques permettront de mieux situer l'analyse qui se focalisera sur le Brésil et l'Équateur, deux pays où la question des collectifs se pose avec acuité. L'étude mettra ensuite l'accent sur leurs caractéristiques et leurs modes de fonctionnement, ainsi que sur la diversité de leurs actions territoriales. Enfin, des éléments sur les freins et les limites des collectifs pour le développement durable des territoires ruraux viendront compléter l'analyse.

Collectifs et dynamiques des territoires ruraux

- 5 La notion de collectif telle que nous l'envisageons dans cet article demeure générique et renvoie à tout groupe d'individus coopérant en vue d'une action commune. Sous forme d'associations d'habitants ou de producteurs, de coopératives, mais aussi d'organisations coutumières ou de groupes d'entraide, les collectifs se caractérisent par une grande diversité de structures. Cette diversité s'exprime d'abord à travers les types de liens qui unissent les individus. Ils peuvent tout aussi bien être de nature communautaire que de nature coopérative, voire une hybridation des deux, pour reprendre la distinction proposée par Haubert (1981), dans la continuité des travaux de Tönnies (2010) sur la communauté (*Gemeinschaft*) et la société (*Gesellschaft*), de Durkheim (1967 et 1975) sur la « solidarité mécanique » et la « solidarité organique », ou encore ceux de Weber (2003) sur la « communalisation » (*Vergemeinschaftung*) et la « sociation » (*Vergesellschaftung*). En outre, les collectifs peuvent être formels ou

informels, de grande ou de petite taille. Qu'il s'agisse de quelques individus se mettant d'accord pour organiser l'utilisation d'une vaine pâture ou d'une coopérative agricole au fonctionnement bien huilé, nous avons affaire dans un cas comme dans l'autre à un collectif. Néanmoins, ce qui permet de distinguer un groupe d'individus d'un collectif, c'est l'aspect téléonomique de ce dernier. En effet, le collectif se caractérise par la mise en place d'une action commune en vue d'une finalité précise. À ce titre, il peut viser à protéger, à gérer ou à valoriser une ressource ou un ensemble de ressources matérielles ou immatérielles.

- Protéger signifie prémunir une ressource contre une menace qui peut être de nature diverse et de dimension multiple. Il peut s'agir de protéger un champ de la sécheresse ou de nuisibles, ou encore de protéger un écosystème ou un espace de vie et de travail de la convoitise d'acteurs économiques ou politiques qui tentent de s'en emparer, de protéger une identité culturelle ou ethnique de processus d'assimilation, etc. Protéger peut ainsi mener à des actions de conservation, voire de patrimonialisation ou de sanctuarisation (Cormier-Salem *et al.*, 2002). Dans ce cas, les collectifs visent à lutter contre un problème commun, ou encore à réclamer des protections particulières de la part de l'État. En l'occurrence, ces protections peuvent mener à la délimitation d'aires protégées, notamment d'usage durable comme dans le cas des Réserves extractivistes (Resex) au Brésil qui permettent à la fois de protéger des écosystèmes fragiles, de défendre un espace disputé et de préserver une identité singulière.
 - Gérer suppose la mise en place d'une réglementation, plus ou moins formelle, permettant de définir les droits des individus sur les ressources et leurs usages. De façon plus précise, nous recourons ici au concept de faisceau de droits (*bundle of rights*) remis sur le devant de la scène par la théoricienne des communs, Elinor Ostrom (Orsi, 2014). À ce titre, les règles et les normes mises en place par les groupes d'individus concernent non seulement les actions directement exercées sur les ressources, tels que les droits d'accès et les droits d'extraction, mais aussi les décisions prises au sujet de ces droits¹ (Schlager et Ostrom, 1992).
 - Valoriser, enfin, se réfère à la jouissance de la ressource, aux bénéfices que les individus peuvent en tirer, en la transformant ou en la commercialisant. La coopération permet alors de parvenir à bénéficier de biens matériels ou immatériels difficilement atteignables pour des individus isolés. Il peut s'agir, dans le cas des biens matériels, d'un outil nécessaire à la transformation de produits agricoles et donc à leur valorisation, d'un local de stockage ou de vente en commun de ces mêmes produits, d'un moyen de transport pour l'acheminement des denrées vers des foyers de distribution ou de consommation. En termes de biens immatériels, la coopération peut aboutir à la constitution de clientèles fixes de distributeurs ou de consommateurs permettant de vendre des volumes plus importants, à un meilleur prix et avec plus de régularité, les produits agro-extractivistes et, par conséquent, de soutenir l'activité des exploitations agricoles.
- 6 Bien entendu, cette distinction est purement schématique et un même groupe d'individus peut agir en vue de plusieurs finalités simultanément. Le terme de collectif permet avant tout d'insister sur la capacité des groupes d'individus à s'organiser et à générer une action collective. Dans ce cadre, le capital social, défini comme « l'ensemble des ressources liées à un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance » (Bourdieu, 1980, p. 2), joue un rôle fondamental dans la compréhension et l'analyse des collectifs et de leur fonctionnement. De même, la notion de « capacité » (Sen, 1985), qui renvoie à la capacité des individus à mobiliser les capitaux qu'ils peuvent avoir à leur disposition, est très utile. Dès lors, appréhender les collectifs implique également de s'intéresser

aux relations qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs, pour protéger ou valoriser une ressource, mais aussi afin de prendre part aux décisions politiques directement relatives à l'organisation de leurs territoires (Tonneau *et al.*, 2009). Notons enfin que les collectifs tels que nous les envisageons sont à distinguer des expériences collectivistes qui, certes, impliquent des ressources communes, mais se caractérisent également par une formalisation importante, pour ne pas dire une systématisation autoritaire, des mécanismes de partage, comme cela s'est vu, par exemple, dans le cadre des coopératives du Pérou post-réforme agraire dont l'expérience a d'ailleurs rapidement tourné court (Chaléard *et al.*, 2008).

- 7 Par ailleurs, si les collectifs semblent avant tout se rapporter au social, leur incidence territoriale ne peut être négligée. En effet, à des degrés divers, de nombreux collectifs agissent sur les espaces, créent des territoires et contribuent à leur durabilité. C'est notamment le cas lorsqu'ils permettent l'obtention de titres fonciers, notamment collectifs, sous la forme de propriété ou d'usufruit, ou encore, lorsqu'ils sont à l'origine d'un processus de développement territorial en favorisant l'élaboration d'une stratégie d'organisation et de valorisation de l'économie locale (Pecqueur, 2005). À ce titre, il importe de souligner que les collectifs se déploient et agissent indépendamment des statuts fonciers des espaces qu'ils occupent, parcourent ou exploitent et que leur rôle est d'autant plus remarquable que les ressources sont peu ou pas appropriées de façon formelle et officielle. C'est d'ailleurs en se penchant sur les collectifs, leur fonctionnement et leurs actions, qu'Ostrom a questionné la mort tragique des communs annoncée par Hardin (1968). En effet, dans ses travaux, elle montre que des organisations collectives, souvent informelles et définies comme des « groupes d'utilisateurs », sont à l'origine d'une gestion efficace et durable de ressources communes, dans le sens où elles se caractérisent par un accès a priori libre, pour peu qu'un certain nombre de conditions (appelées « principes de conception » ou *Design Principles*) soient remplies (Ostrom, 2005 et 2010). Enfin, d'autres travaux (Morrow et Hull, 1996 ; Raimbert, 2016) insistent davantage sur la force du lien unissant durabilité des territoires et force des collectifs. Ils démontrent ainsi que la capacité des individus à s'organiser collectivement pour la défense des ressources et l'exclusion de tout utilisateur allogène est déterminante pour la durabilité des territoires.

Méthodologie

- 8 Dans cet article, nous faisons le choix de nous intéresser plus précisément à deux pays latino-américains, le Brésil et l'Équateur, qui, malgré certaines différences évidentes, notamment sur le plan démographique, présentent un certain nombre de points communs au sujet de la promotion des collectifs. Ainsi, tous deux ont adopté des Constitutions, en 1988 pour le Brésil et en 2008 pour l'Équateur, qui mettent en valeur les principes de l'intégration, de la participation et du multiculturalisme. À ce titre, les deux pays accordent des droits différenciés et reconnaissent la diversité des identités et des pratiques territoriales au sein de l'espace national. Outre les populations amérindiennes, noires ou dites « traditionnelles », ces orientations politiques concernent plus largement les populations paysannes et elles visent, entre autres, à soutenir l'agriculture familiale, à la fois en octroyant des droits collectifs, notamment fonciers, ou en appuyant les actions menées par les tissus associatifs ou coopératifs

(Giunta, 2014 ; Sabourin, 2014). Les travaux de terrain qui ont été réalisés dans ces deux pays au cours des dernières années ont permis de l'observer.

- 9 Pour ce qui est du Brésil, les réflexions qui suivent portent sur le cas des communautés *quilombolas* qui constituent des villages de descendants d'esclaves marrons ayant obtenu, en guise de réparation historique eu égard aux discriminations subies depuis l'esclavage, la propriété collective de leurs terres (Article 68, Actes des Dispositions Constitutionnelles Transitoires, Constitution fédérale de 1988). Le plus souvent, les titres collectifs sont obtenus après de nombreuses années de conflits fonciers menaçant de spoliation les paysans noirs (Véran, 2003 ; Arruti, 2006). Pour obtenir leurs titres fonciers collectifs, les communautés doivent impérativement disposer d'une association d'habitants, qui devient la propriétaire et gestionnaire officielle des terres *quilombolas*. Dans les faits, sa capacité à gérer collectivement les ressources locales varie, d'une part, en fonction de sa légitimité au sein du groupe social et, d'autre part, de sa capacité à prendre des décisions autonomes vis-à-vis d'acteurs externes. Au-delà de leurs spécificités, notamment ethniques, les communautés *quilombolas* représentent une bonne illustration des dynamiques paysannes collectives à l'œuvre actuellement au Brésil, en constituant à la fois des collectifs formels organisés autour des associations d'habitants et centrés sur la question foncière et des collectifs plus informels, portant sur des actions liées aux activités agro-extractivistes notamment. Des enquêtes ont été menées dans le cadre d'une recherche doctorale réalisée entre 2008 et 2013 (Raimbert, 2016)², dans trois de ces communautés : Abacatal, située à une vingtaine de kilomètres de Belém, la capitale de l'État amazonien du Pará, est composée d'environ 300 habitants ; Jarauacá, localisée en haute Amazonie, dans la région du Trombetas, à 200 kilomètres au nord-ouest de Santarém (État du Pará), compte plus de 200 habitants qui vivent dans un isolement relatif ; Galvão, enfin, communauté d'environ 130 personnes, appartient au domaine de la méga-diverse forêt Atlantique³ et niche dans les espaces montagneux de la vallée du Ribeira, dans la partie littorale du sud de l'État de São Paulo, qui en accueille les derniers vestiges (Dean, 2007). Il s'agit, dans les trois cas (illustration 1), de communautés paysannes où la majeure partie des activités s'organise, à quelques nuances près, autour, d'une part, de l'agriculture sur brûlis (manioc et autres tubercules, haricots, riz, maïs en fonction des régions) et, d'autre part, de collecte de produits forestiers non-ligneux (*açaí*, noix du Brésil, cœur de palmier *juçara*⁴ selon les communautés) en plus de la chasse et de la pêche. Ajoutons qu'Abacatal se distingue par sa production de charbon de bois. Les enquêtes visaient à analyser les organisations sociales et territoriales des communautés, à en comprendre les mécanismes, les succès, mais aussi les échecs et les limites. Pour cela, outre un questionnaire socio-économique effectué auprès de 129 chefs de ménage, 74 entretiens qualitatifs ont été réalisés auprès de producteurs agro-extractivistes d'une part et des leaders locaux d'autre part. Ces entretiens, inspirés de la méthodologie IFRI (*Institutional Forestry Resources and Institutions Protocols*), étaient spécialement consacrés aux questions institutionnelles (règles et normes régissant la communauté et son territoire, légitimité des collectifs en place, interactions entre les collectifs locaux et le corpus législatif formel, etc.).

Illustration 1 - Carte de localisation des zones d'étude au Brésil

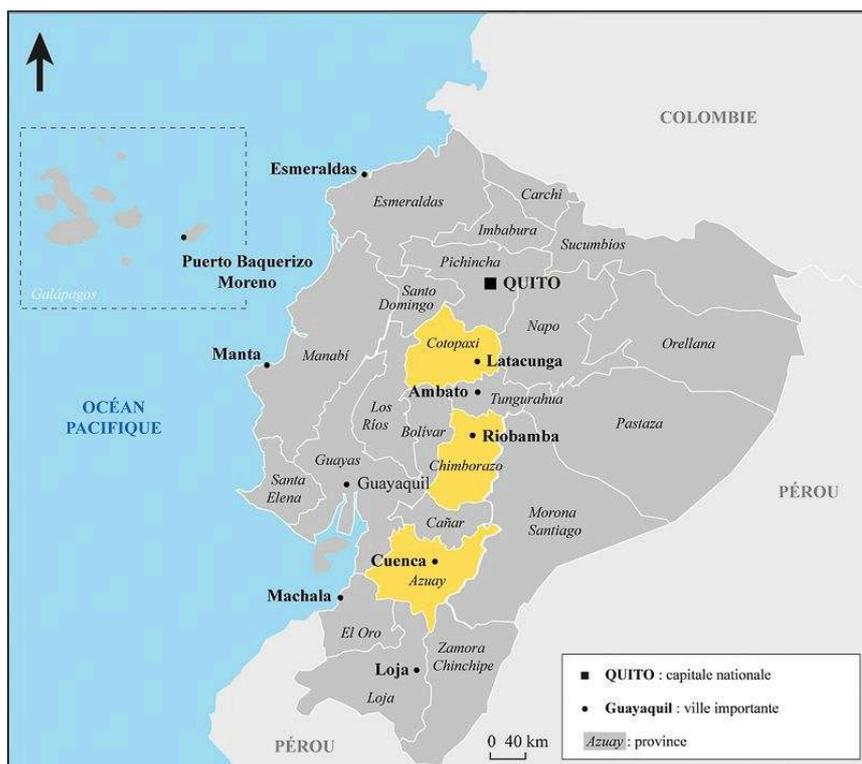


Source : Philcarto. Réalisation : C. Raimbert et N. Rebaï, 2017.

- 10 En Équateur, divers projets de recherche ont été conduits dans différentes provinces andines au cours des dix dernières années. Dans la province de l'Azuay, où l'analyse a porté sur les effets des migrations paysannes (Rebaï, 2013 et 2015), ainsi que sur les relations ville-campagne et les dynamiques de l'agriculture marchande (Rebaï, 2014), plusieurs dizaines d'enquêtes et d'entretiens ont été réalisés auprès d'agriculteurs familiaux et de divers acteurs institutionnels investis dans le développement agricole et rural. Dans les provinces du Cotopaxi et du Chimborazo, 19 enquêtes auprès de petits exploitants ainsi que 13 entretiens avec des leaders paysans et des représentants des pouvoirs publics ont été menés dans le cadre du programme ANR MAN-PEST⁵ afin d'étudier les stratégies mises en place par les paysans pour lutter contre les ravageurs des cultures (Rebaï *et al.*, 2016). Au cours de ces différentes recherches (illustration 2), une analyse plus particulière des collectifs, et notamment des associations de producteurs et des groupes d'entraide, devait permettre d'évaluer leur influence sur la dynamique des territoires ruraux étudiés. Alors que ces dernières décennies de nombreuses études ont porté sur la crise des communautés paysannes dans les Andes équatoriennes, mettant en évidence que le développement agro-industriel ou que les dynamiques migratoires entraînaient la disparition des principes de solidarité et de réciprocité qui présidaient à leur fonctionnement (Martínez 2004 et 2015 ; Rebaï, 2015), nos recherches dans les provinces de l'Azuay, du Cotopaxi et du Chimborazo ont cherché à évaluer dans quelle mesure la reconstruction de collectifs, informels ou appuyés par les pouvoirs publics, pouvait être favorable à l'agriculture familiale et à la durabilité des territoires. Un travail spécifique a donc été réalisé pour comprendre les origines, les modes de fonctionnement et les objectifs de collectifs de tailles variables, allant d'une poignée à plusieurs dizaines d'individus. C'est à ce titre qu'une comparaison avec les processus à l'œuvre dans les territoires *quilombolas* en Amazonie

brésilienne est apparue intéressante pour discuter du lien entre collectifs et développement durable des territoires ruraux en Amérique latine.

Illustration 2 - Carte de localisation des zones d'étude en Équateur



Source : Instituto Geográfico Militar (Équateur). Réalisation: N. Rebaï, 2017.

- 11 Bien sûr, il convient de préciser que dans la mesure où la taille des groupes étudiés reste modeste, ce texte n'a en aucun cas pour but de produire de nouvelles bases de données statistiques portant sur les régions amazonienne et andine. Cependant, le fait d'avoir suivi, au Brésil comme en Équateur, une méthodologie résolument qualitative, en privilégiant la réalisation d'entretiens et d'enquêtes auprès d'acteurs divers, a permis de réunir des informations précises pour décrire certaines actions singulières de collectifs en lien avec l'agriculture ou la mise en marche de projets de développement local. En outre, le choix de produire une comparaison des processus à l'œuvre dans des zones aux caractéristiques agraires et sociales distinctes a paru judicieux pour traiter de manière plus globale du lien entre collectifs et développement durable des territoires ruraux en Amérique latine même si le présent article n'a pas pour ambition de décrire de manière exhaustive les dynamiques rurales dans une région aussi vaste.

Collectifs et développement durable des territoires ruraux au Brésil et en Équateur : éléments de réflexion

- 12 Dans la partie qui suit, nous proposons d'observer, à partir de nos zones d'étude, dans quelle mesure les collectifs parviennent à protéger leurs territoires contre des agresseurs de différents types ; à dynamiser leurs territoires, en (re)créant des

solidarités qui permettent de valoriser certaines ressources et de renforcer leurs activités économiques ; et, enfin, à reconfigurer leurs territoires au moyen d'actions politiques qui visent à légitimer la présence de l'agriculture familiale et des communautés ethnico-culturelles en milieu rural.

Collectifs et environnement : protéger les territoires

- 13 En premier lieu, les collectifs ont pour objectif d'apporter aux populations et aux territoires qu'elles occupent, une reconnaissance de leur existence et par là même une forme de protection vis-à-vis d'acteurs qui représentent, à leurs yeux, une menace réelle. Dès lors, il convient de distinguer deux formes complémentaires de protection : l'une concernant la protection foncière et l'autre la protection environnementale. Pour ce qui est des collectifs *quilombolas*, la défense des territoires ruraux, qui passe par un processus d'appropriation formelle des terres, a lieu contre des agresseurs qui peuvent être un accapareur individuel (*grileiro*), comme à Abacatal ou à Galvão, ou une multinationale minière dans la région du Trombetas. Ces menaces se trouvent d'ailleurs souvent être les déclencheurs principaux des revendications *quilombolas* et des organisations collectives en découlant. Le statut *quilombola* en octroyant un titre de propriété collectif, mais aussi inaliénable, imprescriptible et insaisissable (Article 17, Décret fédéral n°4.487/03) ne se contente pas de légitimer les paysans noirs menacés d'expulsion. Il permet aussi de garantir *a priori* l'intégrité des territoires ruraux, souvent riches en ressources naturelles et de les prémunir contre le morcellement, mais aussi contre la spéculation foncière engendrée par une marchandisation excessive des terres ou encore contre les convoitises menaçantes d'acteurs divers (individus, entreprises, État). Des mécanismes similaires de mobilisation autour d'identités collectives permettant de légitimer l'occupation territoriale président, par exemple, à la démarcation des terres indigènes brésiliennes, mais aussi équatoriennes, ou encore boliviennes et colombiennes (Gros et Strigler, 2006 ; Kohler, 2011). De la même façon, Hoffmann (1997) remarque que les *ejidos* mexicains, dans leur version originelle, remplissaient des fonctions similaires.
- 14 De plus, ces menaces ont tendance à mettre en péril des écosystèmes fragiles. En effet, le plus souvent, les activités envisagées sur les espaces convoités impliquent des conséquences délétères pour l'environnement. Dans ces conditions, la protection peut être entendue dans le sens plus circonscrit de protection environnementale. Cette relation entre gestion collective des ressources et protection environnementale s'impose peu à peu au tournant des années 1980-1990. Les travaux d'Ostrom, remettant en cause la vision hardinienne des communs ont participé à ce regain d'intérêt pour les collectifs, qui bénéficient, par ailleurs, d'une promotion nouvelle à l'occasion du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. En effet, cet événement marque un tournant dans les théories comme dans les pratiques de la gestion environnementale et jette les bases d'un modèle nouveau de gouvernance environnementale, supposant d'impliquer, de façon intégrée, l'ensemble des acteurs et institutions impliqués. Ainsi, l'affirmation d'une interdépendance entre diversité biologique et diversité culturelle incite à soutenir l'idée selon laquelle les savoirs et pratiques des populations locales participent pleinement et activement de la protection des écosystèmes (Dahou et Weigel, 2005 ; Agrawal et Lemos, 2007 ; Salles et Leroy, 2013), des populations locales souvent comprises comme des ensembles homogènes.

- 15 Au Brésil, ces théories se forment et se diffusent sous la bannière du socio-environnementalisme (Santilli, 2005), mouvement soutenu et animé par une ONG nationale, l'Institut socio-environnemental (ISA). Dans les campagnes, cela se traduit par un intérêt renouvelé des paysans pour la question environnementale qu'ils adoptent en la brandissant comme l'argument clé de leur conquête territoriale. L'exemple le plus fameux demeure celui de Chico Mendes, seigneur d'hévéa de l'Acre et fondateur de l'Alliance des peuples de la forêt, dont l'activisme permettra la création des Réserves de cueillette, dites « extractivistes » (Resex) en 1989. Les Resex constituent des unités de conservation d'usage durable (venant compléter la panoplie jusque-là composée principalement d'unités de conservation dite de protection intégrale), où la gestion des ressources environnementales est déléguée de façon collective aux populations locales. Les *Quilombolas*, pour obtenir leurs droits fonciers, usent des mêmes arguments environnementalistes, et mettent en avant leur identité extractiviste. C'est tout particulièrement le cas à Jarauacá et dans la région du Trombetas, pionnière des revendications *quilombolas*, qui fait de la noix du Brésil la clé de voûte de son discours. Cependant, les collectifs *quilombolas*, malgré leur mobilisation environnementaliste, ne parviennent pas dans tous les cas de figure à mettre en place des solutions durables en termes de gestion collective des ressources et de protection de l'environnement. Il existe autant de configurations que de communautés *quilombolas* en la matière. Certains collectifs parviennent à imposer une régulation relativement précise comme c'est le cas à Jarauacá⁶, d'autres, à l'instar de Galvão, rencontrent des difficultés à s'organiser de ce point de vue. En revanche, on observe dans l'ensemble des communautés *quilombolas* un recul net des exploitations de ressources par des tiers, une fois la titularisation effectuée. Ces exploitations sont, par ailleurs, généralement peu soucieuses de l'environnement (élevage bovin, concession forestière, collecte intensive de cœurs de palmier, pêche commerciale, etc.).
- 16 À l'inverse, dans les Andes équatoriennes, certains problèmes environnementaux sont révélateurs du manque d'action collective pour parvenir à leur résolution. En effet, dans les provinces du Cotopaxi et du Chimborazo, les ravageurs des cultures sont à ce jour l'un des problèmes les plus importants auxquels les agriculteurs familiaux doivent faire face. Dans ces conditions, la grande majorité d'entre eux privilégie une solution individuelle en ayant recours à l'utilisation massive de pesticides chimiques, ce qui a pour conséquence d'altérer gravement leur santé (Yanggen *et al.*, 2003; Cole *et al.*, 2007; Sherwood et Paredes, 2014), sans compter les effets néfastes sur les ressources naturelles et la qualité des produits. Pourtant, une étude récente réalisée dans la sierra équatorienne (Rebaudo et Dangles, 2011) a mis en évidence qu'une plus grande coopération entre agriculteurs, dans le cadre d'une lutte intégrée contre les ravageurs, permettrait de diminuer nettement l'usage de pesticides sans compromettre les rendements. Il n'empêche, à Salcedo, dans la province de Cotopaxi, à 17 kilomètres au sud de Latacunga (100 000 habitants), ou à San Luis, à 7 kilomètres au sud de la ville de Riobamba (160 000 habitants), dans la province du Chimborazo, producteurs de pommes de terre et horticulteurs maintiennent depuis plusieurs décennies des systèmes de production très polluants en raison du fait que, dans ces deux zones, la socialisation que la lutte contre les ravageurs des cultures implique n'existe pas, pour l'instant, mais également parce que les stratégies individuelles y sont très développées. En accédant aux places marchandes de Salcedo et de Riobamba, sur lesquelles les productions agro-écologiques ne sont pas valorisées par les intermédiaires qui privilégient l'achat de produits « biens calibrés et en bon état », les agriculteurs

familiaux obtiennent des revenus importants, parfois complétés par des salaires extra-agricoles, ce qui leur permet de recourir à l'achat d'intrants chimiques. Ainsi, les agriculteurs familiaux parviennent à lutter de manière relativement efficace, mais à court terme, contre les ravageurs des cultures qui, à leurs yeux, apparaissent simplement comme un élément à combattre et contre lequel il convient de s'organiser individuellement en disposant de ses propres ressources économiques.

- 17 Au final, cette situation indique que certains agresseurs qui mettent en péril l'activité des agriculteurs familiaux, tels les ravageurs des cultures, ne sont pas identifiés comme un *problème commun* pour la résolution duquel la force du collectif pourrait être mise à contribution. Pourtant, diverses stratégies pourraient favoriser l'adoption par les collectifs de pratiques innovantes pour l'amélioration des systèmes de production et la protection de l'environnement, et renforcer leur influence (positive) sur la dynamique des territoires. Ainsi, la formation de groupes de producteurs pourrait favoriser la communication entre agriculteurs au sujet de leurs productions et le partage des connaissances pour affronter certaines difficultés techniques. Diverses études conduites dans différents pays d'Amérique latine ont d'ailleurs montré que les paysans qui prenaient part à un même projet et qui intégraient une structure collective avaient plus de facilité à échanger et à faire évoluer leurs pratiques agricoles et leurs territoires (Tonneau *et al.*, 2011 ; Vásquez-León *et al.*, 2017). On pourrait alors imaginer, dans le cas des Andes équatoriennes, que ces collectifs permettraient de réduire l'influence des intermédiaires et de mieux valoriser sur les marchés les productions agro-écologiques. De même, l'organisation, par les institutions publiques et les chercheurs, d'ateliers sur le modèle des *farmers field schools* (Van den Berg et Jiggins, 2007), contribuerait à ce que l'entraide et la coordination deviennent systématiques pour la résolution de problèmes communs au sein des communautés paysannes.
- 18 En résumé, si l'action des collectifs peut contribuer à la protection et la gestion durable des ressources naturelles en milieu rural, comme en Amazonie brésilienne, dans certaines situations, notamment dans les Andes équatoriennes, le besoin de collectifs pour mettre fin à des pratiques dangereuses pour l'environnement et pour améliorer la qualité des productions agricoles se fait urgent.

Collectifs et valorisation des ressources : dynamiser les territoires

- 19 Au-delà des effets de leurs actions sur l'environnement, les collectifs visent, bien souvent, à faciliter la commercialisation des produits agro-extractivistes, soit en rationalisant la logistique liée au stockage et au transport des produits, soit en accédant à des débouchés plus nombreux, plus fiables, plus rentables, soit en différenciant les denrées produites et en leur donnant ainsi une valeur ajoutée. En définitive, il s'agit de permettre aux activités agro-extractivistes d'être aussi bien rentables économiquement (en vendant plus et plus cher) que viables socialement (en maintenant des pratiques rurales et autonomes) et, par là même, de permettre aux territoires ruraux concernés de continuer à exister en tant que tels. En Équateur, dans la province de l'Azuay, l'émigration paysanne dure depuis le milieu des années 1960 (Rebaï, 2012). Dans ce contexte, de nombreux agriculteurs, et en particulier des agricultrices, se sont mobilisés à la fin des années 1990 pour obtenir le droit de vendre leurs produits sur les marchés de Cuenca (400 000 habitants), la capitale provinciale et la troisième ville du pays, plutôt que de dépendre des revenus migratoires, souvent irréguliers. Dès lors, les pouvoirs politiques locaux ont pris l'initiative, au début des années 2000, de créer deux

associations régionales de producteurs agroécologiques afin de mettre un frein à l'exode des agriculteurs familiaux et de faciliter l'approvisionnement agricole de Cuenca. Au début des années 2000, près de 300 petits producteurs avaient un accès direct aux marchés cuencanais où, deux fois par semaine, ils venaient vendre une gamme assez large de fruits, de légumes et de produits laitiers. Côté campagne, cette politique d'intégration marchande des agriculteurs familiaux a incité les exploitants à se réunir en petits collectifs informels prenant la forme de groupes d'entraide. Ainsi, dans la paroisse Octavio Cordero Palacios, à 20 kilomètres au nord de Cuenca, de nombreux agriculteurs appartenant à l'une ou l'autre association régionale de producteurs agroécologiques ont choisi de se réunir en petits groupes de sept ou huit pour travailler collectivement sur leurs parcelles afin d'accomplir, ensemble, les plus rudes besognes, comme le désherbage ou le repiquage des cultures (illustration 3). Cela leur permet d'économiser un temps considérable qu'ils peuvent consacrer à leurs élevages laitiers et à la fabrication de fromages qui leur assurent des revenus importants (Rebaï, 2011). Par ailleurs, ces relations de solidarité leur permettent de ne pas avoir à embaucher de main-d'œuvre supplémentaire, et donc, de ne pas augmenter leurs coûts de production.

Illustration 3 - Un collectif au travail dans les Andes équatoriennes en 2008



Dans la paroisse Octavio Cordero Palacios, les petits groupes de travail se sont multipliés ces dernières années. Ici, l'un d'entre eux se consacre à la préparation d'une parcelle maraîchère.

Auteur : N. Rebaï, 2008.

- 20 Si cette situation originale permet, au final, de contredire en partie l'idée selon laquelle les dynamiques migratoires conduisent inévitablement à la « crise des relations de solidarité » au sein des communautés paysannes (Martinez, 2004, p. 32-33), il convient de souligner que ces pratiques collectives touchent également au transport des denrées agricoles vers le marché cuencanais. Ainsi, toujours dans la paroisse Octavio Cordero

Palacios, la mutualisation des modes de transport, par le biais de locations collectives de camionnettes, permet aux maraîchers d'envoyer en ville de grandes quantités de produits frais pour un coût individuel n'excédant pas deux ou trois dollars par semaine alors que, dans le même temps, leurs ventes de produits agricoles leur assurent parfois des recettes de plusieurs centaines de dollars par mois. Dans ce contexte, on observe que les consommateurs urbains peuvent accéder à des produits frais à des prix très bas et que les collectifs peuvent jouer un rôle déterminant pour viabiliser l'économie paysanne et renforcer la sécurité alimentaire des villes en favorisant l'établissement de relations ville-campagne particulièrement dynamiques.

- 21 Au Brésil, au sein des communautés *quilombolas*, les collectifs liés à la valorisation des ressources répondent à des mécanismes similaires à ceux observés en Équateur. Ils émergent à partir d'autres collectifs et viennent ainsi, par exemple, se superposer aux collectifs territoriaux détenteurs des titres fonciers et incarnés par les associations d'habitants. Ils n'en épousent, cependant, pas les mêmes contours sociaux, même si, dans plusieurs cas, l'identité *quilombola* est une condition *sine qua non* à la participation à ce type de collectifs. C'est tout particulièrement le cas des coopératives existant dans la région du Trombetas (Jarauacá) et dans la vallée du Ribeira (Galvão). La première, regroupant des habitants de l'ensemble des communautés *quilombolas* de la région, est centrée sur l'achat et la revente d'un produit unique, la noix du Brésil, ressource emblématique des noirs du Trombetas. Créée en 2005, dans le but d'émanciper les collecteurs noirs en contournant les intermédiaires traditionnels (*regatões*), réminiscences des temps du patronage, système prégnant en Amazonie, qui imposait un travail servile basé sur la perpétuation d'une dette imaginaire (Geffray, 1995), elle a pour projet d'investir encore davantage la filière, en mettant en place une usine de transformation de la noix proprement *quilombola*. La coopérative a ainsi pour objectif de mettre en valeur un savoir-faire *quilombola* pour produire une noix du Brésil de qualité, voire certifiée.
- 22 Dans la vallée du Ribeira, la coopérative aussi se veut *quilombola* et englobe des habitants de l'ensemble des communautés de la région. Fondée en 2011, elle vise à offrir des débouchés, d'ordinaire peu accessibles, aux produits horticoles cultivés par les paysans noirs, aussi bien en raison de leur isolement que des productions généralement faibles et irrégulières. Elle permet tout particulièrement d'élargir et de pérenniser un partenariat avec les marchés publics. La coopérative entend notamment fournir les cantines scolaires des communes avoisinantes dans le cadre des Programmes d'Acquisition Alimentaire (PAA)⁷. L'émergence de ces derniers s'est accompagnée de la nécessité de créer une entité institutionnelle capable d'organiser et d'assurer une vente régulière et suffisante de produits horticoles par le biais de la mise en place d'un collectif réunissant diverses communautés *quilombolas*, mais aussi de gérer les aspects comptables et juridiques liés à cette commercialisation. La coopérative semble, en outre, permettre de développer l'horticulture, et par là même, une activité agricole alternative dans des communautés en mal de dynamisme local. En effet, outre la persistance de l'extraction, pourtant illégale, du cœur de palmier *juçara*, l'agriculture connaît un recul net à Galvão en raison des restrictions environnementales drastiques comme l'interdiction de l'usage du brûlis.
- 23 Par ailleurs, même si la forme la plus courante, pour ce type de collectifs, demeure la coopérative agricole, il n'est pas rare que d'autres déclinaisons collectives, aux structures et organisations bien moins élaborées, remplissent des fonctions similaires.

Il peut alors s'agir d'associations de producteurs ou de groupes informels réunis autour d'une activité commune. On retrouve ces deux options à Abacatal. L'association de producteurs est composée de quelques membres de la communauté *quilombola* qui se sont alliés à des paysans d'une communauté rurale voisine (Uriboca), non *quilombola* pour sa part, dans le but de faciliter la commercialisation de produits agricoles (illustrations 4 et 5). L'organisation collective a ainsi permis de négocier auprès des autorités locales l'obtention d'un camion servant au transport des marchandises depuis l'une et l'autre des communautés, mais aussi d'un emplacement spécifiquement dédié aux producteurs sur les marchés municipaux.

Illustration 4 - Le marché de d'Ananindeua en 2008, résultat de l'action de l'Association des producteurs de fruits et légumes d'Abacatal et d'Uriboca – APHAURI



Auteur : C. Raimbert, 2008.

- 24 Quant aux groupes informels, on pourrait par exemple évoquer la mise en place d'une organisation autour de la distribution du charbon de bois grâce à l'apparition de producteurs et d'intermédiaires locaux qui se chargent d'acheter à leurs voisins le charbon, de le conditionner et de le transporter en ville auprès de distributeurs. En plus de garantir des débouchés à l'ensemble des producteurs, cette méthode permet de fidéliser les clients grâce à la capacité du groupe à fournir de façon régulière du charbon de bois.
- 25 Dans les communautés étudiées, les collectifs sont relativement récents, postérieurs à la titularisation *quilombola*, qui en garantissant l'accès à la terre, a permis aux paysans de s'investir à nouveau dans les activités agro-extractivistes. Ils ont permis de mettre en place des organisations plus ou moins complexes visant à s'affranchir des contraintes liées à la commercialisation (isolement et mobilité réduite des paysans, irrégularité, quantité et qualité de la production) et à donner un souffle nouveau aux pratiques proprement rurales et aux territoires qui les abritent. En Équateur, les

dynamiques sont comparables : la formation de collectifs formels, avec l'appui des pouvoirs publics, a largement conditionné l'apparition de plus petits collectifs informels qui renforcent l'intégration marchande des agriculteurs familiaux et contribuent à re-dynamiser les territoires ruraux.

Collectifs et action politique : légitimer la présence des agriculteurs familiaux et des groupes ethnico-culturels en milieu rural

- 26 Enfin, les collectifs peuvent revêtir un rôle politique important. D'un côté, les revendications des groupes paysans peuvent émerger dans un contexte de mobilisation spontanée, notamment pour faire face à un danger potentiel qui mettrait en péril la durabilité de leur territoire. Elles peuvent alors être suivies d'actions concrètes (manifestations, occupations de lieux stratégiques, etc.) qui visent à alerter les pouvoirs publics et l'opinion sur le besoin urgent de résoudre un problème spécifique. D'un autre côté, l'action politique des collectifs peut s'inscrire dans la durée et se structurer progressivement, avec la formation de partis et la constitution d'alliances. Elle contribue ainsi à ce que la voix paysanne pèse dans les prises de décision concernant les territoires ruraux et, plus largement, les choix de société.
- 27 De ce point de vue, l'histoire récente des Andes équatoriennes est emblématique. Au début des années 1960, dans la province du Chimborazo, des écoles radiophoniques sont mises en place avec le soutien de Leonidas Proaño, alors évêque de Riobamba et figure centrale de la théologie de la libération en Équateur, pour diffuser auprès des paysans des programmes éducatifs qui favorisent leur émancipation. À travers ce canal de communication, les leaders indigènes du Chimborazo, et bientôt ceux d'autres provinces, parviennent également à diffuser au sein des communautés paysannes d'une grande partie de la Cordillère leurs discours sur la nécessité de plus de justice sociale et le besoin d'une réforme agraire pour y parvenir. Si le problème des inégalités foncières n'est cependant pas résolu⁸, en revanche, la visibilité des paysans indigènes est plus importante, notamment avec la création, en 1986, de la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur (CONAIE). À cette même période, les mobilisations des populations rurales connaissent un regain d'importance alors que l'Équateur enregistre une grave crise économique et que les premiers effets des politiques d'ajustements structurels se font sentir dans les campagnes où les services de l'État sont considérablement réduits (Rebaï, 2013). En 1994, la promulgation de la Loi de Développement Agraire, dont les effets sont désastreux pour les communautés andines⁹, conduit les paysans à s'inscrire plus formellement dans le champ politique national afin de promouvoir un autre modèle de société. En 1995, le parti *Pachakutik* est alors créé pour représenter les intérêts des populations indigènes et paysannes lors des échéances électorales (Massal, 2005). Après plusieurs revers, le parti au drapeau arc-en-ciel entre dans la coalition gouvernementale dirigée par Rafael Correa, du mouvement *Alianza País*, élu à la présidence de la République en 2006. Il contribue activement à ce que les droits de la Nature et des communautés paysannes occupent une place centrale dans la Constitution qui sera adoptée en 2008 (Giunta, 2014) et qui, de ce point de vue, apparaît comme l'une des plus innovantes du monde. La nouvelle loi fondamentale fait également de la souveraineté alimentaire « un objectif stratégique » pour lequel il importe de « renforcer les organisations et les réseaux de producteurs », tels que le revendiquent depuis plusieurs décennies les indigènes et les paysans des provinces andines et du reste du pays. Cependant, la mise en application des principes de cette

constitution demeure très difficile, notamment parce qu'après plusieurs années de volonté réformatrice Rafael Correa a choisi de maintenir un modèle de développement qui s'appuie sur l'exploitation des ressources pétrolières et minières (Acosta et Cajas Guijarro, 2016), ce qui a entraîné une vive opposition de la part des collectifs indigènes et paysans dans la *sierra* équatorienne (Ospina et Lalander, 2012 ; Alvarado, 2016 ; Ortiz, 2016). Il n'en demeure pas moins que la montée de ces collectifs au cours des dernières décennies a largement contribué à la rénovation du champ politique équatorien et à l'inscription, dans les textes officiels et dans le débat public, d'éléments solides en faveur d'un changement de politiques publiques. C'est d'ailleurs dans ce contexte de mobilisations constantes et de visibilité croissante des collectifs indigènes et paysans que de nombreuses associations de producteurs agroécologiques ont vu le jour ces dernières années, bien souvent grâce aux appuis de pouvoirs publics locaux et provinciaux, afin de jouer un rôle croissant dans l'approvisionnement alimentaire des villes et la restauration de pratiques agricoles durables (Minga *et al.*, 2014 ; Rebaï, 2014 ; Contreras, 2017).

- 28 Au Brésil aussi, des collectifs paysans comme le Mouvement des Sans Terre ou l'Alliance des Peuples de la Forêt évoquée plus tôt, ont participé à la valorisation de l'agriculture familiale. C'est également le cas des paysans noirs, qui à partir des luttes locales et avec l'appui d'ONG, mais aussi de chercheurs (et notamment d'anthropologues), sont parvenus à former une sorte de « front *quilombola* » (Raimbert, 2016) et à se doter d'un réseau d'institutions plus formelles représentant les *quilombos* d'ores et déjà titularisés ou réclamant la propriété de leurs terres aussi bien à l'échelle des États, qu'à celle de la fédération. À l'échelle locale, soulignons que les revendications *quilombolas* sont résolument collectives (Acevedo et Castro, 1998 et 1999). Ce fut notamment le cas dans le Trombetas, foyer de la mobilisation des paysans noirs. Plus précisément, ce sont eux qui ont insufflé cet esprit collectif dans l'identité *quilombola* et ont appuyé la mise en œuvre de titres collectifs plutôt qu'individuels. Les justifications ont été diverses, basées à la fois sur des présupposés ethno-culturels, voire moraux autour de la forme communautaire et des principes d'entraide et de réciprocité (Sauma, 2009), et sur des préoccupations économiques. En effet, rappelons que l'économie domestique des paysans du Trombetas se fonde sur la noix du Brésil, activité de cueillette nécessitant de parcourir de vastes portions de forêt au milieu desquelles se trouvent des noiseraies natives.
- 29 À une autre échelle, le cas des associations d'habitants qui naissent pour consolider et formaliser la mobilisation collective avant de se muer en propriétaire et gestionnaire du territoire nouvellement *quilombola* est également instructif. On observe que l'association s'évertue à mettre en place des stratégies visant à asseoir l'identité *quilombola* du groupe et, par là même, la légitimité de l'occupation foncière. Notons d'ailleurs que ces stratégies prennent parfois la forme d'autres collectifs, des coopératives par exemple. À cet égard, les coopératives *quilombolas* de Jarauacá et de Galvão, en redynamisant les activités agro-extractivistes, ne se contentent pas d'assurer la reproduction économique des familles. Elles permettent également d'entretenir l'identité rurale de la communauté et de légitimer l'appartenance *quilombola*. Ainsi, les collectifs peuvent s'avérer déterminants pour l'émancipation des populations locales et le renversement de rapports de force inégalitaires. Le cas *quilombola* illustre bien ce fait. À ce titre, l'octroi des terres occupées et souvent disputées par des acteurs socialement plus puissants est un premier signe, dans la mesure où il signifie déléguer aux paysans noirs eux-mêmes la gestion d'espaces

convoités et de ressources valorisées aussi bien d'un point de vue économique qu'écologique. Dans le même sens, les actions menées par les coopératives visent à se libérer du joug des intermédiaires et autres patrons, dans des régions reculées où ces derniers ont longtemps régné en maîtres, et à bénéficier d'une autonomie plus grande.

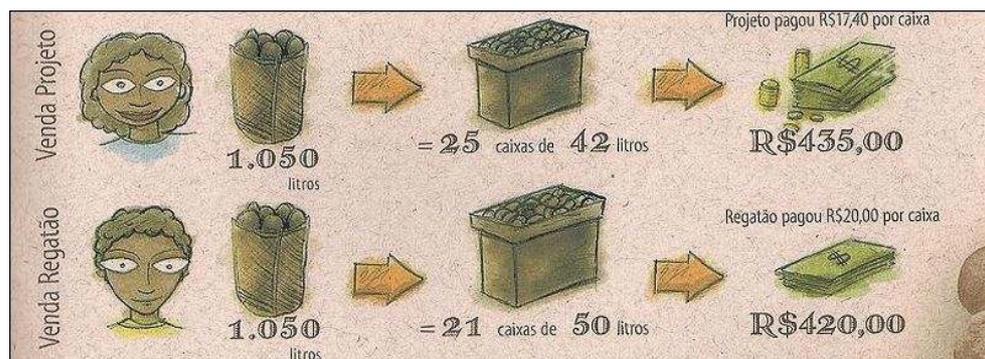
- 30 Ainsi, au Brésil comme en Équateur, les collectifs permettent que les agriculteurs familiaux émergent comme des acteurs légitimes de la gestion et de la construction des territoires ruraux, soit en contribuant à la visibilité médiatique de leurs revendications qui, par la suite, entraîne la multiplication des expériences associatives formelles et informelles au niveau local, soit en renforçant la légitimité des groupes paysans dans les zones disputées.

Freins et limites des collectifs pour l'action territoriale

- 31 En dépit des divers services rendus par les collectifs, la simple existence de ces derniers ne garantit pas en soi le développement durable des territoires ruraux. En effet, si l'on peut observer une capacité d'action collective renforcée lorsqu'il s'agit de réagir à une situation exceptionnelle, prenant en l'occurrence la forme d'une menace à l'égard des territoires ruraux et de leur intégrité, pour des motifs variés (spoliation foncière imminente, sécheresse grave, destruction des cultures, etc.), il est parfois difficile de pérenniser les collectifs. La coopération au sein d'un collectif, intrinsèquement liée à la légitimité du collectif lui-même, repose sur un équilibre précaire, formé par un ensemble de variables qu'Ostrom (2005 et 2010) a tenté d'identifier. Elle évoque des principes de conception, présidant à la longévité de certains communs et insiste à la fois sur l'autonomie du collectif et sur le rôle-clé des principes de réciprocité et d'équité parmi les membres des collectifs.
- 32 Dès lors, au sein des communautés *quilombolas*, l'association d'habitants, malgré son rôle officiel de propriétaire et sa légitimité vis-à-vis des acteurs externes, peine parfois à asseoir son autorité au sein de la communauté elle-même. C'est notamment le cas à Galvão, où elle ne parvient pas à mettre en place des stratégies de gestion des ressources et des espaces. Dans ce contexte précis, le défaut de légitimité est lié aux bases fragiles sur lesquelles l'association est fondée. En effet, au moment des conflits fonciers et des premières revendications *quilombolas*, Galvão n'avait pas vocation à devenir une communauté *quilombola* indépendante. Elle a été créée, et avec elle, l'association *quilombola*, autour de familles exclues de la communauté de São Pedro (Carvalho, 2006). Il semblerait donc que des factions antérieures à la titularisation soient à l'origine d'une scission communautaire, obligeant les habitants de l'actuel Galvão à former une communauté et une association nouvelles contre leur gré. Ce type de phénomène a également été observé par Stoll et Folhes (2013) au sein de collectifs amazoniens.
- 33 Par ailleurs, d'autres coopératives *quilombolas* présentent également un certain nombre de limites liées à des défauts de coopération et de réciprocité entre les membres. À titre d'exemple, la coopérative du Trombetas, malgré son dynamisme, peine encore à s'imposer auprès des collecteurs de noix du Brésil *quilombolas* qui, bien souvent, lui préfèrent les intermédiaires traditionnels. Là où la coopérative achète les noix lavées et paye les collecteurs à la fin de la saison uniquement, les *regatões* se contentent de noix brutes qu'ils paient à des prix en apparence plus élevés dès réception. C'est pourquoi, la coopérative, malgré sa volonté de favoriser l'autonomie *quilombola*, est contrainte de

mener une campagne de communication et d'éducation auprès des collecteurs, en tentant de faire le lien entre intérêt collectif *quilombola* et intérêts économiques individuels (illustration 6).

Illustration 6 - Éléments de la campagne d'information de la coopérative quilombola du Trombetas : inciter les collecteurs de noix du Brésil à lui vendre leur récolte



"Projeto" = usine et coopérative *quilombolas*.

Source : www.quilombo.org Consulté le 17 juin 2017.

- 34 Dans un autre registre, on peut s'interroger sur l'évolution de la coopérative horticole de la vallée du Ribeira. En effet, l'analyse de sa composition montre que toutes les communautés *quilombolas* impliquées ne sont pas toutes organisées au même degré. Alors que Galvão est encore fragile, d'autres communautés telles qu'Ivaporunduva ou São Pedro, s'appuient sur des organisations extrêmement solides. Ce déséquilibre au sein même de la coopérative peut faire craindre une captation des opportunités permises par la coopérative par ses membres les plus forts et conduire ainsi à la reproduction des factions précédemment évoquées.
- 35 Cette situation est d'ailleurs comparable à ce qui peut être observé au niveau de certains collectifs dans les Andes équatoriennes. Dans la paroisse Octavio Cordero Palacios, si depuis plusieurs années, comme indiqué précédemment, de nombreux petits groupes de producteurs semblent acquérir une réelle autonomie, en s'appuyant sur des liens de solidarité et de réciprocité matérialisés par des échanges de travail réguliers, d'autres, en revanche, n'ont pas ce type de fonctionnement. En effet, dans certains cas, le groupe constitué n'a pour seule logique que de servir les intérêts de ses dirigeants. C'est par exemple le cas de l'association des fruiticulteurs d'El Cisne, créée par deux agriculteurs qui, à la suite de parcours migratoires les ayant conduit aux États-Unis et en Espagne, sont parvenus à se constituer deux des exploitations les mieux équipées (serres, systèmes d'irrigation, tracteurs, etc.) de leur localité. Depuis le milieu des années 2000, le collectif a bénéficié de financements très importants de la part d'institutions publiques pour acquérir une chambre froide. Celle-ci ne devrait pourtant profiter qu'aux deux anciens migrants, seuls membres de l'association d'El Cisne à produire des volumes suffisamment importants pour avoir besoin de les stocker en vue de les commercialiser.
- 36 Cette expérience fait écho aux travaux de Bretón (2005 et 2014) qui ont mis en lumière l'instrumentalisation de l'identité indienne par certains leaders paysans pour bénéficier de projets et de financements internationaux. Elle témoigne de l'existence de « nouveaux caciques » (Rebaï, 2013), capables de mobiliser la population paysanne et de convoquer les pouvoirs publics pour mettre sur pied de nouveaux projets dont ils tirent

des avantages conséquents. Elle rappelle à quel point la question du pouvoir est étroitement liée à celle des collectifs et comment les collectifs peuvent également être des facteurs d'exclusion et d'inégalités au sein des territoires. Ainsi, toujours dans la province de l'Azuay, si la mise sur pied d'associations régionales de producteurs agroécologiques a permis l'intégration marchande de plusieurs centaines de producteurs, en retour, de très nombreux agriculteurs demeurent en marge des réseaux commerciaux et sont donc contraints de vendre leurs produits de façon informelle dans les rues de Cuenca, avec le risque permanent d'être délogés par la police. Dans ce contexte, les agriculteurs familiaux qui appartiennent à l'une des deux grandes associations régionales de producteurs agroécologiques s'expriment clairement en défaveur de l'intégration de ces « *informels* », pour « *ne pas augmenter la concurrence sur les marchés* » ou parce « [qu'] ils ne savent rien de l'agroécologie ».

- 37 On constate donc que lorsque les pouvoirs publics encouragent la formation de collectifs, les agriculteurs familiaux peuvent, en interne, en limiter le développement pour conserver leurs intérêts privilégiés. Mais il est également possible d'observer que l'action publique elle-même peut parfois mettre un frein au maintien des collectifs. À San Luis, dans la périphérie de Riobamba, le ministère de l'Agriculture a contribué à la formation du Centro de Acopio Gualán, un collectif de 24 horticultrices agroécologiques qui se consacraient à la fourniture de paniers de fruits et légumes envoyés à Riobamba et à Quito. Le ministère de l'Agriculture assurait le transport de la marchandise tandis que les agricultrices devaient assumer la responsabilité du contrôle de la qualité des produits et de la composition des paniers. Toutefois, parce qu'elles ne recevaient que 17 dollars par panier, alors qu'ils étaient vendus 21 dollars pièce, les productrices de Gualán ont choisi de dissoudre leur collectif en 2016, deux ans seulement après sa formation. D'après elles, il n'y avait plus d'intérêt à s'impliquer dans ce projet si le ministère de l'Agriculture les privait d'une partie de leurs revenus en agissant comme n'importe quel intermédiaire. Au final, si ce collectif, de taille modeste, favorisait l'entraide entre agricultrices, en particulier pour le travail au sein des exploitations, ainsi que le partage d'informations sur des questions techniques, notamment sur le thème de l'agroécologie, le fait que l'intervention des pouvoirs publics soit allée à l'encontre des intérêts des agricultrices a mis fin à la dynamique collective. Pourtant, dans ce contexte précis, un arrangement plus juste en faveur des productrices aurait permis de pérenniser l'activité du collectif. Cela aurait peut-être contribué à l'évolution des pratiques à San Luis et dans le reste de la périphérie de Riobamba où l'usage massif de pesticides chimiques et le manque d'organisation des agriculteurs familiaux face aux intermédiaires constituent deux freins au développement durable des territoires ruraux.
- 38 Les collectifs ne sont donc pas toujours synonymes de réciprocité ou de démocratie. C'est d'ailleurs ce que note Sabourin qui souligne que, dans bien des cas, lorsque les collectifs sont créés de toutes pièces pour répondre à un besoin spécifique, il n'est pas rare que l'entraide apparaisse sous une forme dégradée. Elle s'apparente alors davantage à un échange rationalisé de services « ignor[a]nt ou ne respect[a]nt pas les règles de la réciprocité » (Sabourin, 2007, p. 206). Pour sa part, D'Aquino rappelle que « l'authenticité de la démocratie se mesure moins à la nature formelle de ses institutions qu'à la qualité d'un *espace de débat* précédant les décisions » (D'Aquino, 2002, p. 7). Il signale ainsi que démocratie et collectifs ne fonctionnent pas nécessairement ensemble, et qu'il existe des structures collectives, aussi locales soient-elles, où une hiérarchisation entre les individus demeure prégnante et peut constituer

une entrave au développement durable du territoire au sein duquel l'action du collectif s'inscrit. En définitive, il apparaît que du Brésil à l'Équateur, les communautés paysannes constituent des ensembles composites où la cohésion sociale est encore à construire et où, par la même occasion, la légitimité des collectifs existants ne relève pas de l'inné mais, bien au contraire, se révèle un processus au long cours au sein duquel l'action publique peut jouer un rôle déterminant.

Conclusion

- 39 L'analyse produite dans cet article a tenté de montrer les forces et les faiblesses des collectifs pour le développement durable des territoires ruraux en Amérique latine. La perspective comparative qui a été choisie a mis en lumière que des processus comparables pouvaient avoir lieu dans des contextes très différents mais, surtout, que certains mécanismes étaient de grande utilité pour la pérennité des collectifs et celle de leurs actions. Dans le cas des *Quilombolas*, la reconnaissance officielle par l'État brésilien de ces collectifs et l'octroi de titres de propriété apparaissent comme les garants d'une stabilité qui permet aux communautés paysannes d'agir de manière souveraine sur leur territoire au moyen d'actions concertées. En Équateur, si les collectifs indigènes et paysans se sont affirmés comme des acteurs centraux du processus de rénovation du discours politique au cours des dernières décennies, c'est également au niveau local que la formation d'associations de producteurs et de groupes informels, pour le travail aux champs ou pour la commercialisation des denrées agricoles, favorise le maintien d'une agriculture familiale dynamique au sein de territoires où les relations ville-campagne se restructurent. Dans un cas comme dans l'autre, il n'est pas rare de constater que les collectifs, de nature et d'échelle diverses, s'imbriquent et s'enchevêtrent et que des mêmes individus peuvent participer à plusieurs actions collectives menées par différentes structures.
- 40 Dès lors, et en dépit de certaines limites ou défaillances, force est de constater que la présence de collectifs peut donc constituer un facteur utile au développement durable des territoires ruraux en Amérique latine. Si depuis plusieurs années, certains pays, parmi lesquels le Brésil et l'Équateur, ont mené des politiques ciblées qui ont permis de repositionner l'agriculture familiale au cœur de l'action publique, la promotion par les États latino-américains des collectifs pourrait renforcer cette tendance et constituer un véritable tournant pour le développement rural et agricole dans la région. Concrètement, l'existence de collectifs permettrait d'intégrer de nombreux agriculteurs familiaux qui, en ayant accès au marché, et donc au capital, parviendraient à moderniser leurs exploitations et à diversifier leurs productions pour leur sécurité alimentaire et celle des populations urbaines. Le développement des collectifs contribuerait également à la réorganisation plus efficiente des modes d'approvisionnement des villes en permettant, par exemple, la mutualisation des moyens de stockage et de transport des denrées agricoles. Enfin, le renforcement des collectifs faciliterait la coordination des paysans avec les pouvoirs publics et les chercheurs en vue de mettre en place des pratiques innovantes de gouvernance des territoires et d'actions concrètes pour l'amélioration des systèmes de production et la protection de l'environnement (Tonneau et al., 2009). Dans un contexte régional où les défis de la réduction des inégalités entre villes et campagnes, de la reconnaissance des minorités, de la sécurité alimentaire et de la protection des ressources naturelles sont

on ne peut plus actuels, le renforcement des collectifs apparaît clairement comme un moyen pertinent pour tenter de les relever.

BIBLIOGRAPHIE

- Acevedo R. M., Castro E. R., 1998 [1993]. *Negros do Trombetas. Guardiães de Matos e Rios*. Belém, UFPA/NAEA, 234 p.
- Acevedo R. M., Castro E. R., 1999. Mobilização política de comunidades negras rurais. Domínios de um conhecimento praxiológico. *Novos cadernos do NAEA*, 2, 2, p. 73-105.
- Acosta A., Cajas Guijarro J., 2016. Ocaso y muerte de una revolución que al parecer nunca nació. Reflexiones a la sombra de una década desperdiciada. *Ecuador Debate*, 98, p. 7-28.
- Adams C., Murrieta R., Neves W., Harris M., 2009. *Amazon Peasant Societies in a Changing Environment Political Ecology, Invisibility and Modernity in the Rainforest*. Dordrecht, Springer, 358 p.
- Agrawal A., Lemos M. C., 2007. A Greener Revolution in the Making? Environmental Governance in the 21st Century. *Environment*, 49, 5, p. 36-45.
- Alvarado J. A., 2016. Movimientos sociales con racionalidad ambiental: el caso de Kimsakocha. *Revista Colombiana de Ciencias Sociales*, 7, p. 80-95.
- Arruti J. M., 2006. *Mocambo. Atropologia e história do processo de formação quilombola*. Bauru, Edusc, 367 p.
- Bellier I., 2006. Identité globalisée et droits collectifs: les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne. *Autrepart*, 38, p. 99-118.
- Bonnal P. 2010. Trajectoires de mise en politique et expressions locales du développement rural durable au Brésil. Synthèse Axe 3 – Brésil, Projet Propocid (La production des politiques de développement durable dans leurs contextes) http://agritrop.cirad.fr/558801/1/document_558801.pdf
- Bourdieu P., 1980. Le capital social. Notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31 (1), p. 2-3.
- Bretón V., 2005. *Capital social y etnodesarrollo en los Andes*. CAAP, Quito, 121 p.
- Bretón V., 2014. Développement, ethnicité et « ethnophagie » dans les Andes septentrionales (Équateur). *Actuel Marx*, 56, p. 62-73.
- Carvalho M. C., 2006. *Bairros negros do Vale do Ribeira: do “escravo” ao “quilombo”*. Thèse de doctorat, Campinas, Universidade Estadual de Campinas, 199 p.
- Chaléard J.-L., Huamantínco A., Mesclier E., 2008. Les dernières coopératives péruviennes à l'heure de la privatisation. *Autrepart*, 46, p. 13-29.
- Cole D Sherwood S., Paredes M., Sanin L.H., Crissman C., Espinosa P., Muñoz F., 2007. Reducing Pesticide Exposure and Associated Neurotoxic Burden in an Ecuadorian Small Farm Population. *International Journal of Occupational and Environmental Health*, 13, p. 281-289.

- Contreras J., 2017. *Expansión de la agroecología a través de mercados alternativos*. Thèse de doctorat, Medellín, Université d'Antioquia, 272 p.
- Cormier-Salem M.C., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J., Roussel B. (eds.), 2002. *Patrimonialiser la nature tropicale*. Paris, IRD Editions, 467 p.
- D'Aquino P., 2002. Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante. *L'espace géographique*, tome 31 (1), p. 3-22.
- Dahou, T. Weigel J.-Y., 2005. La gouvernance environnementale au miroir des politiques publiques. Le cas des aires marines protégées ouest-africaines. *Afrique contemporaine*, 213, p. 217-231.
- Dean W. 2007 [1995]. *A ferro e fogo. A história e a devastação da Mata Atlântica brasileira*. São Paulo, Companhia das Letras, 484 p.
- Durkheim E., 1967 [1893]. *De la division du travail social*. Paris, PUF, 416 p.
- Durkheim E., 1975. *Textes III « Fonctions sociales et institutions »*. Paris, Éditions de Minuit, 576 p.
- Geffray C., 1995. Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne. Paris, Khartala, 158 p.
- Giunta I., 2014. Food sovereignty in Ecuador: peasant struggles and the challenge of institutionalization. *The Journal of Peasant Studies*, 41 (6), p. 1201-1224.
- Gros, C. Strigler, M.-C., 2006. *Être indien dans les Amériques. Spoliations et résistances. Mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*. Paris, Éditions de l'Institut des Amériques, 314 p.
- Gondard P., Mazurek H., 2001. 30 años de Reforma Agraria y colonización en el Ecuador (1964-1994): dinámicas espaciales. In Gondard P., León J.B. (eds.), *Dinámicas territoriales: Ecuador, Bolivia, Perú, Venezuela*. Quito, IRD/PUCE/Corporacion Editora Nacional, p. 15-39.
- Guibert M., Sili M., 2011. L'Argentine : expansion agricole et dévitalisation rurale. In Guibert M., Jean Y., *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*. Paris, Armand Colin, p. 315-338.
- Hardin G., 1968. The Tragedy of the Commons. *Science*, 162 (3859), p. 1243-1248.
- Haubert M., 1981. De la tradition communautaire à modernité coopérative : évolution, greffage ou récupération ? *Revue Tiers Monde*, 22 (88), p. 789-808.
- Hespanhol R.A., 2013. Programa de Aquisição de Alimentos: limites e potencialidades de políticas de segurança alimentar para a agricultura familiar. *Sociedade & Natureza*, 25 (3), p. 469-483.
- Hoffmann O., 1997. L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique. In Gastellu, J.-M., Marchal, J.-Y (eds.), *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle*. Paris, ORSTOM, p. 401-416.
- Jacopin P.-Y., 1992. Ni maison, ni village : la maloca Yukuna. Esquisse d'interprétation générative. In *De village en village: Espaces communautaires et développement*. Genève, Graduate Institute Publications, p. 123-160.
- Kay C., 2006. Rural Poverty and Development Strategies in Latin America. *Journal of Agrarian Change*, 6 (4), p. 455-508.
- Kohler F., 2011. *Tombeau des Aymorés. Le monde souterrain des Indiens Pataxó (Bahia, Brésil)*. Paris, Peeters, 240 p.
- Le Bot Y., 1994. *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*. Paris, Khartala, 296 p.

- Lacroix L., 2013. Un multiculturalisme sans minorités? Quelques réflexions sur l'État plurinational en Bolivie et en Équateur. *Belgeo*, 3, <https://belgeo.revues.org/11512>
- Larrea C., 2008. Tenencia de la tierra, cambios agrarios y etnicidad indígena en el Ecuador: 1954-2000". In North L., Cameron J. (éds.), *Desarrollo rural y neoliberalismo. Ecuador desde una perspectiva comparativa*. Quito, UASB, p. 129-146.
- Löwy M., 2014. L'indigénisme marxiste de José Carlos Mariategui. *Actuel Marx*, 2 (56), p. 12-22.
- Martínez L., 2004. El campesino andino y la globalización a fines de siglo (una mirada sobre el caso ecuatoriano). *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 77, p. 25-40.
- Martínez L., 2015. *Asalariados rurales en territorios del agronegocio: flores y brócoli en Cotopaxi*. Quito, FLACSO-Equateur, 119 p.
- Martínez-Alier J., Demaria F., Temper L., Walter W., 2016. Changing social metabolism and environmental conflicts in India and South America. *Journal of Political Ecology*, 23, p. 467-491.
- Massal J., 2005. *Les mouvements indiens en Équateur : mobilisations protestataires et démocratie*. Paris, Karthala, 480 p.
- Meschler E., Marshall A., Chaléard J-L., Auquier C., 2013. L'agriculture entrepreneuriale d'exportation : un choix politique aux enjeux complexes. *Problèmes d'Amérique latine*, 88, p. 55-76.
- Minga N., Cerrada P., Deaconu A., 2014. *La agroecología esta presente? Mapeo de productores agroecológicos y el estado de la agroecología en la sierra y costa ecuatoriana*. Quito, Heifer/MAGAP, 165 p.
- Morrow C., Hull R. W., 1996. Donor-Initiated Common Pool Resource Institutions: The Case of the Yanesha Forestry Cooperative. *World Development*, 24 (10), p. 1641-1657.
- Orsi F., 2014. Réhabiliter la propriété comme *bundle of rights* : des origines à Elinor Ostrom, et au-delà ? *Revue Internationale de Droit Economique*, t. XXVIII, 3, p. 371-385.
- Ortiz S., 2016. Marcha por el agua, la vida y la dignidad de los pueblos. *Letras Verdes*, 19, p. 45-66.
- Ospina P., Lalander R., 2012. Razones de un distanciamiento político: el Movimiento Indígena ecuatoriano y la Revolución Ciudadana. *OSAL*, n° 32, p. 117-134.
- Ostrom E., 2005. *Understanding Institutional Diversity*. Princeton, Princeton University Press, 376 p.
- Ostrom E., 2010 [1990]. *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Bruxelles, De Boeck, 300 p.
- Pecqueur B., 2005. Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. In Antheaume B., Giraut F., *Le territoire est mort. Vive les territoires ! Une (re)fabrication du développement*. Paris, IRD, p. 295-316.
- Raimbert C., 2016. *Quilombos ou l'affirmation de la diversité territoriale au Brésil. Une réflexion autour de la durabilité rurale et de l'action collective territorialisée*. Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris 3 - Sorbonne Nouvelle, 497 p.
- Raimbert C., 2017. Nouveaux statuts fonciers, règles d'usage et d'appartenance. In Le Tourneau, F.-M. (dir.), *Usages et représentations du territoire chez les populations traditionnelles d'Amazonie brésilienne*, Paris : IHEAL Editions.
- Rebaï N., 2011. Les effets de l'émigration paysanne dans les Andes équatoriennes : une lecture photographique. *EchoGéo* [En ligne], 16 | 2011, mis en ligne le 04 juillet 2011, <http://echogeo.revues.org/12382> ; DOI : 10.4000/echogeo.12382

- Rebaï N., 2012. À chacun son chemin. Une analyse de la redéfinition des stratégies paysannes et des dynamiques territoriales dans le contexte migratoire des Andes équatoriennes. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 346 p.
- Rebaï N., 2013. Quand l'argent de la migration change la donne : développement agricole et dynamique foncière dans une localité de la province andine de l'Azuay (Équateur). *Autrepart*, 68, p. 193-212.
- Rebaï N., 2014. Rôle des productrices maraîchères dans l'approvisionnement de la ville de Cuenca en Équateur. *POUR*, 222, p. 261-273.
- Rebaï N., 2015. Émigration paysanne et vulnérabilité des territoires ruraux dans les Andes équatoriennes. Une analyse en image depuis la périphérie de Cuenca. *EchoGéo* [En ligne], 34 | 2015, mis en ligne le 15 décembre 2015, <http://echogeo.revues.org/14420> ; DOI : 10.4000/echogeo.14420
- Rebaï N., Rebaudo F., Rebotier J., Dangles O., 2016. Logiques paysannes, production agricole et lutte contre les ravageurs des cultures à Salcedo dans les Andes équatoriennes. Stratégies individuelles ou collectives ? *Vertigo*, 16 (3), <https://vertigo.revues.org/18240>
- Rebaudo F., Dangles O., 2011. Coupled information diffusion-pest dynamics models predict delayed benefits of farmer cooperation in pest management programs. *PLOS Computational Biology*, 7 (10), e1002222.
- Sabourin E., 2007. L'entraide rurale, entre échange et réciprocité. *Revue du MAUSS*, 2 (30), p. 198-217.
- Sabourin E., 2014. L'agriculture brésilienne en débat : évolutions récentes, controverses et politiques publiques. *Problèmes d'Amérique latine*, 95, p. 33-55.
- Sabourin E., Marzin J., Le Coq J-F., Massardier G., Fréguin-Gresh S., Samper M., Gisclard M., Sotomayor O., 2014. Agricultures familiales en Amérique latine. Émergence, avancées et limites des politiques ciblées. *Revue Tiers-Monde*, 220, p. 23-40.
- Salles D., Leroy P., 2013. Gouvernance environnementale. In Casillo, I. (dir.), Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation, Paris, GIS Démocratie et Participation, <http://www.participation-et-democratie.fr/en/dico/gouvernance-environnementale>
- Santilli J., 2005. *Socioambientalismo e novos direitos. Proteção jurídica à diversidade biológica e cultural*. São Paulo, Peirópolis, 303 p.
- Sauma J. F., 2009. Ser coletivo, Escolher Individual: Território, medo e família nos rios Erepecuru e Cuminá. 33° Encontro Anual da ANPOCS, Caxambu, ANPOCS, <http://www.anpocs.com/index.php/papers-33-encontro/gt-28/gt26-9/2057-juliasauma-ser-coletivo/file>
- Schlager E., Ostrom E., 1992. Property-rights regime and Natural Resources: A Conceptual Analysis. *Land Economics*, 68 (3), p. 249-262.
- Sen A., 1985. *Commodities and Capabilities*. Oxford, Elsevier Science Publishers, 102 p.
- Stoll E., Folhes R., 2013. Frères ennemis : la participation à l'épreuve des factions en Amazonie brésilienne. *Cahiers des Amériques latines*, 72-73, p. 141-160.
- Sherwood S., Paredes M., 2014. Dynamics of Perpetuation. The Politics of Keeping Highly Toxic Pesticides on the Market in Ecuador. *Nature and Culture*, 9 (1), p. 21-44.
- Svampa M., 2011. Néo-développementisme extractiviste, gouvernements et mouvement sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, 81, p. 103-127.

- Tonneau J.-P., Piraux M., Coudel E., Guilherme de Azevedo S., 2009. Évaluation du développement territorial comme processus d'innovation et d'institutionnalisation : le cas du Territoire du Alto Sertão do Piauí e Pernambuco au Nordeste du Brésil. *Vertigo*, 9, <http://vertigo.revues.org/9207>
- Tonneau J.-P., Piraux M., Coudel E., 2011. Quelles innovations territoriales dans des territoires marginalisés au Nordeste du Brésil ? *Cahiers Agricultures*, 20 (3), p. 235-240.
- Tönnies F., 2010 [1887]. *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris, PUF, 276 p.
- Van den Berg H., Jiggins J., 2007. Investing in Farmers – The Impacts of Farmer Field Schools in Relation to Integrated Pest Management. *World Development*, 35 (4), p. 663-686.
- Vásquez-León M., Burke B., Finan T., 2017. *Cooperatives, Grassroots Development and Social Change. Experiences from Rural Latin America*. Tucson, The University of Arizona Press, 264 p.
- Véran J.-F., 2003. *L'esclavage en héritage (Brésil). Le droit à la terre des descendants de marrons*. Paris, Khartala, 386 p.
- Weber M., 2003 [1922]. *Économie et société, tome 2. L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*. Paris, Pocket Agora, 424 p.
- Yanggen D., Crissman C., Espinosa P. (eds.), 2003. *Los plaguicidas: impactos en producción, salud y medio ambiente en Carchi, Ecuador*. Quito, CIP/INIAP/Abya-Yala, Quito, 199 p.

NOTES

1. Dans ce cadre, on peut identifier trois droits spécifiques. Le droit de gestion est entendu comme « le droit de réguler les modalités internes d'utilisation et de transformation des ressources en y apportant des améliorations ». Quant au droit d'exclusion, il s'agit du « droit de déterminer qui aura des droits d'accès, et comment ce droit peut être transféré ». Le droit d'aliénation, enfin, consiste au « droit de vendre ou de louer tout ou partie des droits liés au choix collectif » (Schlager et Ostrom, 1992, p. 251).
2. Par ailleurs, la communauté de Jarauacá a été enquêtée dans le cadre du programme ANR « Usages, savoirs et représentations territoriales en Amazonie » (USART).
3. La forêt Atlantique est méga-diverse en tant qu'elle constitue l'un des hot spots de la biodiversité mondiale. Ces derniers sont désignés en fonction de deux principaux critères : le premier repose sur la diversité des espèces (végétales) endémiques et le second sur le niveau de menace auquel ces dernières sont confrontées.
4. Il est important de noter que l'extraction du cœur de palmier *juçara* est illégale. En effet, c'est une espèce endémique de la forêt Atlantique menacée d'extinction. L'activité demeure pourtant fréquente au sein de la communauté *quilombola* de Galvão dont les habitants estiment ne pas bénéficier de sources alternatives de revenus.
5. <http://www.equateur.ird.fr/activites/projets-de-recherche/agriculture/anr-man-pest-insectes-ravageurs-et-securite-alimentaire>
6. Ce système est basé sur un corpus de règles et de normes, mis en place suite à la titularisation *quilombola* et visant à réguler l'accès et l'usage des ressources (Raimbert, 2017).
7. Mis en place par le gouvernement Lula (2003) dans le cadre du plus vaste plan d'éradication de la faim (*Fome Zero*), le PAA vise à la fois à assurer un accès alimentaire aux populations les plus vulnérables et à soutenir l'agriculture familiale, en incitant les entités publiques à acheter des denrées alimentaires issues de ce type d'agriculture (Hespanhol, 2013).
8. Il est effectivement important de préciser que les effets de la réforme agraire en Équateur ont été globalement limités dans la région andine (Gondard et Mazurek, 2001) où le niveau de

concentration de la terre est aujourd'hui comparable à celui du tout début des années 1960 (Larrea, 2008).

9. Mise en place durant la présidence de S. Durán Ballén (1992-1996), cette LDA a conduit à la privatisation des terres communales et des ressources naturelles, ainsi qu'à la dérégulation complète de la distribution des intrants agricoles.

RÉSUMÉS

Depuis plusieurs décennies, les campagnes d'Amérique latine connaissent de profondes transformations sous l'effet de politiques qui favorisent un modèle capitaliste de développement rural. Toutefois, on observe dans le même temps une mobilisation accrue des groupes paysans qui revendiquent un changement de paradigme économique et une meilleure reconnaissance de l'agriculture familiale. Dans ce contexte, cet article propose une réflexion sur le rôle des collectifs pour le développement durable des territoires ruraux latino-américains en s'appuyant sur plusieurs études de cas au Brésil et en Équateur.

For several decades, the Latin American countryside has been experiencing significant changes under the influence of policies that promote a capitalist model of rural development. However, we observe at the same time a growing mobilization of peasant groups who claim a change of economic paradigm and a better recognition of family farming. In this context, this article proposes a thought on the role of the collectives for the sustainable development of rural Latin American territories based on several case studies in Brazil and Ecuador.

INDEX

Mots-clés : Brésil, Équateur, collectif, territoire rural

Keywords : Brazil, Ecuador, Collective, Rural Territory

AUTEURS

CÉLINE RAIMBERT

Céline Raimbert, celine.raimbert@gmail.com, est chercheure associée à l'UMR CREDA. Elle a récemment publié :

- Raimbert C., 2017. Nouveaux statuts fonciers, règles d'usage et d'appartenance. In Le Tourneau F.-M. (dir.), *Usages et représentations du territoire chez les populations traditionnelles d'Amazonie brésilienne*. Paris, IHEAL Éditions.

- Nasuti S., Eloy L., Raimbert C., Le Tourneau F.-M., 2015. Can rural-urban household mobility indicate differences in resource management within Amazonian communities? *Bulletin of Latin American Research*, 34, 1, p. 35-52.

NASSER REBAÏ

Nasser Rebaï, nass.reb@hotmail.fr, est chercheur associé à l'UMR PRODIG. Il a publié récemment :

- Rebaï N., Rebaudo F., Rebotier J., Dangles O., 2016. Logiques paysannes, production agricole et lutte contre les ravageurs des cultures à Salcedo dans les Andes équatoriennes. Stratégies individuelles ou collectives ? *Vertigo*, [En ligne], 16 (3), <https://vertigo.revues.org/18240>